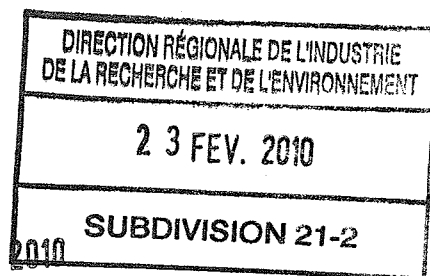


PREFECTURE DE LA COTE-D'OR



DIJON, LE 16 FEB. 2010

ARRETE PREFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

SAS MARBRES ET DALLES DE BOURGOGNE

Commune de MAGNY-LES-VILLERS

LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE,
PRÉFET DE LA CÔTE D'OR
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'Environnement et notamment son article L 514-1,
- VU le titre premier de la partie réglementaire du Livre V du Code de l'Environnement,
- VU l'arrêté préfectoral du 1er décembre 2004 autorisant la SAS « Marbres et Dalles de Bourgogne » dont le siège social est situé à Magny-les-Villers 21700, à exploiter une carrière à ciel ouvert de pierre calcaire sur la commune de MAGNY-LES-VILLERS, lieu-dit « Le Chêne », sur une superficie de 2 ha 19 a 36 ca,
- VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne, en date du 28 janvier 2010,
- CONSIDERANT qu'aucune déclaration de fin d'exploitation attestant du respect des modalités de remise en état prévues par l'article 25.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er décembre 2004 ;
- CONSIDERANT que les garanties financières constituées sont arrivées à échéance,
- CONSIDERANT que l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral susvisé indique que l'exploitant adresse au préfet le document attestant du renouvellement des garanties financières 6 mois avant leur date d'échéance,
- CONSIDERANT que l'acte de renouvellement des garanties financières n'est pas parvenu à la Préfecture,
- SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1er -

En application de l'article L.514-1 du Code de l'environnement, la SAS « Marbres et Dalles de Bourgogne » dont le siège social est situé à Magny-les-Villers 21700, est mise en demeure pour sa carrière de Magny-les-Villers au lieu-dit « Le Chêne » de respecter dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêt :

- les dispositions des articles 25 et 42 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er décembre 2004 relatifs à la remise en état du site et à la déclaration de fin d'exploitation ;
- ou à défaut les dispositions de renouvellement des garanties financières prévues par l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral du 1er décembre 2004.

Le montant du renouvellement des garanties financières est précisé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er décembre 2004 et devra tenir compte de l'évolution de l'indice TP01.

Les modalités de remise en état sont précisées à l'article 25.2 de ce même arrêté.

En cas d'absence de déclaration de fin d'exploitation ou de non renouvellement des garanties financières sous un mois, l'activité sera suspendue conformément aux dispositions de l'article 8.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er décembre 2004 et de l'article L. 514-1 du Code de l'environnement.

ARTICLE 2 -

Délais de recours (article L514-6 du code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Dijon – 22, rue d' Assas 21 000 Dijon -. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, il commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée. Les tiers disposent d'un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent acte.

ARTICLE 3 -

La secrétaire générale de la préfecture de la côte d'or, le maire de MAGNY-LES-VILLERS, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement région bourgogne et le directeur de la SAS « Marbres et Dalles de Bourgogne » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
(2 exemplaires)
- . M le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- . M. le Maire de MAGNY-LES-VILLERS,
- . M. le Directeur de la SAS « Marbres et Dalles de Bourgogne ».

FAIT à DIJON, le **16 FEV. 2010**

Le PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale

Martine JUSTON